

98.450

**Parlamentarische Initiative
Gross Jost.
Beschlagnahmte
Drogengelder
für die Suchtrehabilitation
Initiative parlementaire
Gross Jost.
Argent saisi dans le trafic
de drogue à des fins
de traitement de toxicomanes**

*Frist – Délai*Einreichungsdatum 17.12.98Date de dépôt 17.12.98Bericht SGK-NR 13.08.99Rapport CSSS-CN 13.08.99

Nationalrat/Conseil national 20.12.99 (Erste Phase – Première étape)

Bericht SGK-NR 22.02.02Rapport CSSS-CN 22.02.02

Nationalrat/Conseil national 22.03.02 (Frist – Délai)

Bericht SGK-NR 16.01.04Rapport CSSS-CN 16.01.04

Nationalrat/Conseil national 19.03.04 (Frist – Délai)

Bericht SGK-NR 11.01.06Rapport CSSS-CN 11.01.06

Nationalrat/Conseil national 24.03.06 (Frist – Délai)

Bericht SGK-NR 08.11.07Rapport CSSS-CN 08.11.07

Nationalrat/Conseil national 20.03.08 (Frist – Délai)

Le président (Bugnon André, président): Vous avez reçu un rapport écrit. La commission propose de proroger jusqu'à la session de printemps 2010 le délai qui lui avait été imparti pour traiter l'objet.

Angenommen – Adopté

02.452

**Parlamentarische Initiative
Aeppli Wartmann Regine.
Kinderpornografie im Internet.
Zentrale Ermittlung
und Strafverfolgung
Initiative parlementaire
Aeppli Wartmann Regine.
Mise en place
d'un service central en matière
de pédophilie sur Internet**

*Frist – Délai*Einreichungsdatum 26.09.02Date de dépôt 26.09.02Bericht RK-NR 21.01.03Rapport CAJ-CN 21.01.03

Nationalrat/Conseil national 11.12.03 (Erste Phase – Première étape)

Bericht RK-NR 17.02.06Rapport CAJ-CN 17.02.06

Nationalrat/Conseil national 24.03.06 (Frist – Délai)

Bericht RK-NR 15.02.08Rapport CAJ-CN 15.02.08

Nationalrat/Conseil national 20.03.08 (Frist – Délai)

Le président (Bugnon André, président): Vous avez reçu un rapport écrit. La commission propose de proroger jusqu'à la

session de printemps 2010 le délai qui lui avait été imparti pour l'élaboration d'un projet.

Angenommen – Adopté

07.441

**Parlamentarische Initiative
Zisyadis Josef.
Keine diskriminierenden
Autoversicherungsprämien
aufgrund der Nationalität
Initiative parlementaire
Zisyadis Josef.
Suppression des primes
d'assurance-automobile
en fonction du passeport**

*Vorprüfung – Examen préalable*Einreichungsdatum 20.06.07Date de dépôt 20.06.07Bericht WAK-NR 30.10.07Rapport CER-CN 30.10.07

Nationalrat/Conseil national 20.03.08 (Vorprüfung – Examen préalable)

Antrag der Mehrheit

Der Initiative keine Folge geben

Antrag der Minderheit

(Rennwald, Berberat, Daguet, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Rechsteiner Paul, Schelbert)
Der Initiative Folge geben

Proposition de la majorité

Ne pas donner suite à l'initiative

Proposition de la minorité

(Rennwald, Berberat, Daguet, Fässler, Fehr Hans-Jürg, Genner, Gysin Remo, Rechsteiner Paul, Schelbert)
Donner suite à l'initiative

de Buman Dominique (CEg, FR), pour la commission: L'initiative parlementaire Zisyadis et la pétition déposée par Unia visent à interdire toute discrimination selon la nationalité dans le calcul des risques en matière d'assurance-responsabilité civile automobile.

La Commission de l'économie et des redevances vous propose, par 12 voix contre 9 et 1 abstention, de ne pas y donner suite. De la même manière, elle vous propose de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Selon le droit en vigueur, les assureurs automobiles peuvent fixer des primes liées au risque en se fondant sur des estimations statistiques et actuarielles. Les assurés sont ainsi répartis en différents groupes, notamment en fonction de leur nationalité. Selon l'auteur de l'initiative, cette discrimination possible contrevient à la responsabilité personnelle du conducteur déjà sanctionné par la pratique du bonus-malus. Toujours selon Monsieur Zisyadis, aucun autre pays n'applique de tels critères.

La majorité de la commission considère que la nationalité est un critère légitime de classement des individus dans un groupe à risque et qu'il n'entraîne aucune discrimination, pour autant que la différenciation entre les conducteurs eux-mêmes se fasse selon des règles de calcul des assurances reconnues et sur la base de critères de risque objectifs.

La majorité de la commission n'est pas enthousiaste, bien sûr, à l'idée de l'introduction de ce paramètre, et c'est la raison pour laquelle elle estime qu'il y a certaines délimitations